

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2010)

Heft: 1855

Artikel: Règlementation du secteur bancaire : où est donc passé le pilote politique helvétique? : Barack Obama propose, le G20 s'active, mais en Suisse seul le président de la BNS s'exprime : c'est faire le jeu des populistes

Autor: Delley, Jean-Daniel

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1009740>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Règlementation du secteur bancaire: où est donc passé le pilote politique helvétique?

Barack Obama propose, le G20 s'active, mais en Suisse seul le président de la BNS s'exprime. C'est faire le jeu des populistes

Jean-Daniel Delley (27 janvier 2010)

Pour répondre à la crise financière et économique qui a secoué la planète, les États ont rapidement et massivement soutenu les banques et les branches industrielles touchées. Par contre c'est avec lenteur et hésitation qu'ils planchent sur les mesures à prendre pour contraindre les banques à plus de prudence et éviter une nouvelle crise. Quant aux banques, la plupart ne semblent pas avoir pris la mesure de la situation. Partout elles se mobilisent contre les projets de réglementation plus sévère et n'hésitent pas à renouer avec les anciennes pratiques – bonus princiers et objectifs de rentabilité démesurés. Alors que valent les milliards, le nombre des chômeurs croît et les dépenses sociales sont menacées par les mesures d'économie.

Barack Obama s'est enfin décidé à donner de la voix – l'échec démocrate lors de l'élection sénatoriale complémentaire dans le Massachusetts n'y est probablement pas pour rien – et se déclare prêt au combat contre Wall Street. La Suisse par contre, tétanisée par son conflit avec le fisc américain et la gestion d'un secret bancaire en voie de dilution, se distingue par la discrétion de ses

autorités et des partis politiques. Non pas que rien n'ait bougé au pays de Guillaume Tell. Déjà la Finma, l'autorité de surveillance des marchés financiers, a règlementé le mode de distribution des bonus et peut contraindre une banque à diminuer leur montant au cas où la stabilité de l'institution serait menacée. Le *ratio* de fonds propres a été relevé pour les deux grandes banques.

La Suisse ne peut certes faire cavalier seul. Le chantier de la régulation financière a été ouvert en 2009 par le G20: niveau des fonds propres, transparence des transactions interbancaires, rémunérations du personnel, structures des établissements bancaires présentant un risque systémique et leur éventuel démantèlement, tous ces dossiers devraient déboucher sur des règles communes. Mais ce qui frappe, c'est le silence des politiques helvétiques. Seul Philipp Hildebrand, le nouveau président du directoire de la Banque nationale (BNS), occupe le terrain. Seul il estime que la Suisse devrait pousser la régulation plus loin que d'autres pays, puisque le bilan d'UBS et de Credit Suisse représente sept fois le PIB national, un record mondial.

C'est encore lui qui trouve intéressante l'idée de Barack Obama de restreindre les activités de négoce pour compte propre des grands groupes bancaires, en clair d'exiger des banques qu'elles se concentrent sur leur mission première, récolter l'épargne pour assurer le crédit.

La complexité du problème comme sa dimension internationale exigent une coordination entre les États et des compétences techniques pointues. Ce qui ne dispense pas les autorités politiques comme les partis de prendre clairement position, de faire savoir à l'opinion publique que le temps du grand casino est terminé, que la collectivité publique ne veut plus être prise en otage par des spéculateurs de haut vol, que le «*marché*» n'est pas à même d'assurer les grands équilibres économiques et sociaux. Leur discrétion, voire même leur silence, ne peut que faire le jeu des populistes, habiles à détourner la colère populaire vers des boucs émissaires tels que les étrangers ou les musulmans. Un phénomène qui, dans la foulée de la crise, prend des proportions inquiétantes comme le relève Philipp Löpfle dans le *Tages Anzeiger* (*Backlash*, le 14 janvier).